

**STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE
EN GUINEE**

***ATELIER D'ELABORATION DES STRATEGIES
REGIONALES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE
REGION ADMINISTRATIVE DE FARANAH***

SYNTHESE DES TRAVAUX

***Par le Groupe Thématique Communication & Culture du Secrétariat
Permanent de la SRP***

Faranah, le 28 Août 2002.

REGION ADMINISTRATIVE DE FARANAH

Les travaux antérieurs avaient déjà permis de mettre en exergue les caractéristiques du phénomène de la pauvreté à Faranah et de définir les principales contraintes à sa réduction.

Au cours des travaux menés depuis la semaine dernière, il a également été question de dégager le potentiel de développement de la région et des orientations stratégiques à même de favoriser la mise en valeur de ce potentiel dans une perspective de l'accélération de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté dans la région de Faranah.

Pour ce faire, l'ensemble des composantes de la population de Faranah ont pris part au dialogue et à la concertation engagés par le Gouvernement dans ce sens.

S'agissant du potentiel, il a été noté que Faranah est une région essentiellement agro-pastorale. On y trouve des grandes plaines et bas-fonds rizicoles, un cheptel abondant, de grands cours d'eau (tel que le fleuve Niger) et une faune et flore riche et variée, malgré la menace permanente liée au déboisement, à la chasse et aux feux de brousse. Le fait d'abriter l'unique institut agronomique du pays constitue également un atout pour le développement du secteur agricole.

Comme contraintes, ont été relevés :

- l'enclavement des préfectures, sous-préfectures et zones de production,
- le non-aménagement des surfaces rizicultivables,
- la non-opérationnalisation de certains services de l'administration,
- le faible développement des services de la micro-finance,
- le déboisement abusif des forêts, les feux de brousse,
- le niveau élevé d'analphabétisme (plus de 80% de la population sont analphabètes) ;

Sur la base de ce diagnostic, il a été exprimé des préoccupations relatives à l'accès à l'éducation, à la santé, au développement rural, à l'emploi, à l'habitat, à l'accès à l'eau et à une meilleure gouvernance. Pour cela, il a été suggéré :

i) pour la croissance économique

- la poursuite du désenclavement et de l'aménagement des zones de production (la région dispose d'immenses plaines, généralement non aménagées),
- la réduction des prix des intrants et outillages agricoles,
- le reboisement des têtes de sources des principaux cours d'eau,
- le développement de la pisciculture rurale dans les zones de grandes densités dans le but d'augmenter la protéine dans l'alimentation des populations,
- développement de cultures locomotives (arachide à Dabola et Dinguiraye, manioc à Faranah, café et banane à Kissidougou) avec réhabilitation de l'huilerie de Dabola et de l'unité de transformation du gari à Faranah,
- l'organisation des jeunes diplômés sans emploi et des déflatés en groupements associatifs à caractère économique,
- l'encadrement et l'assistance aux PME/PMI, un soutien particulier aux groupements féminins,
- la promotion et un soutien aux groupements paysans,
- la réhabilitation du chemin de fer Conakry – Kankan et la construction du transguinéen Conakry – N'Zérékoré, la réalisation du barrage hydroélectrique de fomi.

ii) pour le développement des services sociaux de base

- plus d'écoles, d'enseignants et d'outils pédagogiques,
- un accroissement des infrastructures sanitaires, la mise à disposition d'un personnel suffisant, qualifié et intègre, le rabaissement des prix des produits pharmaceutiques et une fourniture régulière des médicaments essentiels, la création de mutuelles de santé et la redynamisation des comités de gestion des centres de santé,

- la poursuite de la construction de forages et puits améliorés dans les villages et districts de Faranah et la redynamisation des comités de gestion des points d'eau,
- l'identification des indigents en vue de leur prise en charge en matière de soins médicaux et la réinsertion sociale et économique des handicapés.

iii) pour l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités

- une plus grande transparence dans la gestion des affaires publiques,
- la sensibilisation des populations sur les méfaits de la corruption, des sanctions sévères contre les coupables,
- une accélération des procédures judiciaires,
- l'implication des populations dans le choix, la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions de développement.

Suivant le contexte engendré par la guerre dans les pays voisins et les attaques rebelles contre notre territoire, l'on a insisté sur le besoin :

- de renforcer les capacités de mobilisation et d'intervention des services de sécurité,
- d'appuyer en fournitures et tenues scolaires, aux enfants des familles déplacées,
- la restauration de tous les bâtiments administratifs de la région, des préfectures et sous-préfectures (blocs administratifs, résidences, cités des fonctionnaires) dans le but de restaurer l'autorité de l'Etat,
- une dotation des moyens de fonctionnement suffisants à tous les services régionaux et préfectoraux.

Par ailleurs, les propos d'une femme venue d'un village de Dinguiraye, soulignant le caractère aiguë de la faim dans certaines localités ont été particulièrement mis en exergue. Selon cette femme, à des périodes de l'année, certaines familles peuvent passer une journée entière sans faire la cuisine ; cela en partie à cause de l'abandon des activités agricoles au profit des mines.

Je vous remercie de votre aimable attention.